

Déclaration liminaire

Pendant 5 années les agents de la DGFIP ont fait les frais de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) qui a sabordé le service public fiscal, foncier et financier, laminé les effectifs et conduit à une dégradation sans précédent de la vie au travail, de l'accomplissement des missions et des conditions d'accueil des usagers.

Malgré une opération de communication sans précédent du nouveau directeur général, à l'occasion de ses visites dans les directions locales, la CGT ne constate aucun changement de fond avec les logiques régressives antérieures mises en œuvre dans le cadre de la RGPP.

Le projet de Loi de Finances 2013 prévoit 2062 nouvelles suppressions d'emplois (soit 2 023 suppressions brutes et 39 au titre des transferts entre programmes) pour notre administration.

Encore une fois, c'est la catégorie C qui paie le plus lourd tribut puisque entre les suppressions nettes d'emplois et les requalifications de C en B, ce sont encore 1 957 emplois C qui sont supprimés cette année.

Les personnels, avec la CGT Finances Publiques, ont toujours combattu ces logiques destructrices. Ce n'est pas pour accepter, aujourd'hui, « une démarche stratégique », marque de fabrique du nouveau gouvernement, qui porte des orientations identiques avec la mise en place de la MAP (Modernisation de l'Action Publique) !

Dans un tel contexte, et malgré un attachement proclamé au dialogue social, ces choix illustrent bien le mépris envers les personnels, leurs représentants et aussi les usagers de la DGFIP.

Dans la Fonction Publique et donc à la DGFIP, sur le jour de carence, les carrières, l'accès au 8ème échelon de la catégorie C, la revalorisation du point d'indice, nous ne pouvons nous satisfaire des promesses de discussions car aucun engagement n'est pris.

Face à cette situation porteuse de lourds dangers, la CGT Finances Publiques appelle les agents à choisir la voie de la mobilisation et de l'action collective pour exiger l'arrêt de ces logiques et l'ouverture de négociations sur les revendications.

Dans le cadre d'un processus d'action inscrit dans la durée, elle les a appelés à s'engager massivement dans la grève du 27 novembre, initiée par l'ensemble des organisations syndicales.

1 agent sur 4 s'est mis en grève dans un contexte particulièrement difficile. A Paris, ce sont 400 grévistes qui ont manifesté devant Bercy alors que nos organisations syndicales nationales dénonçaient les nouvelles suppressions d'emplois au CTR et le quittaient.

La CGT Finances Publiques va continuer à mobiliser les personnels pour ouvrir de réelles négociations sur l'ensemble de nos revendications.

La suite à télécharger :

fichiers:



[Télécharger dl_capn_a_30_12_2012.pdf](#) (180.78 Ko)

Public: [Archives CAP \(antérieur à 2018\)](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)

- [version PDF](#)

Leave this field blank
